



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conflit Israélo-Palestinien

Question au Gouvernement n° 688

Texte de la question

CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN

Mme la présidente . La parole est à M. Nicolas Turquois.

M. Nicolas Turquois . « Violence aveugle », « un mouroir, pour ne pas dire un cimetière » : ce sont les mots que vous avez choisis, monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, pour décrire la situation à Gaza. Notre groupe y souscrit. « Désespérant », « scandaleux », « violation du droit international », « déplacement forcé permanent » des civils : ce sont les mots utilisés dans la déclaration conjointe des dirigeants de la France, du Royaume-Uni et du Canada sur la situation à Gaza et en Cisjordanie.

L'histoire jugera, elle jugera sévèrement ceux qui n'ont rien dit. (*Exclamations et « Enfin ! » et « Vous ! » sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Sarah Legrain applaudit ironiquement.*)

Le devoir nous impose de dire ce qui se passe sous nos yeux : le massacre de tout un peuple.

M. Jean-Paul Lecoq . Après dix-huit mois, cela s'appelle de la complicité !

M. Nicolas Turquois . Benyamin Netanyahu veut prendre le contrôle de tout le territoire de Gaza et pourrait demain vouloir l'expansion des colonies en Cisjordanie. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Dans un cynisme et une ignominie qui dépassent toutes les limites, il a récemment déclaré qu'Israël devait empêcher une famine « pour des raisons diplomatiques ». La pression internationale a permis d'entrouvrir la porte à la reprise d'un accès humanitaire ; continuons d'intensifier la pression sur le gouvernement israélien pour que cesse ce plan macabre.

M. Julien Odoul . Commencez par libérer Boualem Sansal !

M. Nicolas Turquois . Le 7 octobre était une horreur absolue – tous, nous condamnons le Hamas. Mais ce qui se passe maintenant à Gaza n'a plus rien à voir avec ces événements. Le droit de se défendre ne doit jamais devenir un droit de se venger. (*Applaudissements sur les bancs des groupes Dem et SOC et sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. Julien Odoul . Quelle honte !

M. Nicolas Turquois . Il y va de l'honneur de la France et de l'Europe. Nous devons mettre fin à cette tragédie.

M. Julien Odoul . Quelle horreur !

M. Nicolas Turquois . Entendez-vous accélérer le processus de reconnaissance de la Palestine ? Plus globalement, quelle stratégie diplomatique la France mènera-t-elle avec ses partenaires ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes Dem et SOC ainsi que sur quelques bancs du groupe EcoS.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères . Oui, la violence aveugle et le blocage de l'aide humanitaire ont fait de Gaza un mouiroir. C'est la famine que l'on voit sur les corps décharnés des enfants à Gaza. C'est la terreur que l'on voit dans les yeux désespérés des femmes, en particulier des mères de famille. Oui, vous l'avez dit, le Hamas porte une responsabilité immense dans cette situation. Il doit libérer ses otages, il doit être désarmé, ses dirigeants doivent quitter Gaza. Il ne peut jouer aucun rôle dans l'administration de la Palestine à l'avenir.

Oui, le peuple juif – le peuple d'Israël – a été frappé dans sa chair au cours du pire massacre antisémite de notre histoire depuis la Shoah. C'est un traumatisme très profond et très violent qu'il est interdit de relativiser ou de sous-estimer. Mais ce n'est pas faire offense au peuple d'Israël que de dire qu'aujourd'hui, le gouvernement israélien hypothèque la sécurité d'Israël. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR et sur quelques bancs des groupes DR et Dem.*)

On ne peut pas construire la paix et la stabilité sur l'injustice et la violence. On les construit sur le respect du droit, de la dignité de la personne humaine et sur le dialogue. C'est ce que la France dit depuis longtemps. Hier, le Canada et le Royaume-Uni – vous les avez cités – lui ont emboîté le pas. L'objectif est clair : créer les conditions d'une solution politique, celle qui repose sur deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité. Pour y parvenir, nous sommes déterminés à reconnaître l'État de Palestine, de manière à créer un mouvement permettant son existence même. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme Ayda Hadizadeh . Bravo ! Enfin !

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Turquois](#)

Circonscription : Vienne (4^e circonscription) - Les Démocrates

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 688

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 juin 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 juin 2025